

## **Discours de Jean-Pierre Dos Santos, Maire d'Andrésy, à l'occasion du Rassemblement républicain du 19 octobre 2026**

Mesdames et Messieurs les adjoints,

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Mesdames et Messieurs les agents publics,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec une vive émotion que je m'adresse à vous ce soir.

Comme beaucoup de nos concitoyens, je suis profondément choqué et écœuré par les événements qui se sont déroulés ce week-end dans notre pays.

Je ne parle pas ici des manifestants qui défendent des causes qu'ils estiment légitimes. Le droit de manifester est une liberté fondamentale dans notre démocratie.

Je parle de ceux qui profitent de ces rassemblements pour semer le chaos, détruire, incendier et piller. De ceux qui transforment l'expression démocratique en déchaînement de violence.

Les 17 et 18 octobre 2026, notre pays a été le théâtre de violences inadmissibles :

- des fonctionnaires blessés ;
- des mairies incendiées ;
- des commerces pillés ;
- des équipements publics et du mobilier urbain dégradés ou détruits.

Si nous sommes réunis ce soir, c'est d'abord pour affirmer notre solidarité envers toutes celles et tous ceux qui ont été frappés par ces actes de barbarie.

Je tiens également à remercier chacune et chacun d'entre vous pour votre présence.

Nous exprimons notre reconnaissance aux services de secours et aux forces de l'ordre qui ont agi avec courage et professionnalisme.

Nous adressons notre soutien aux commerçants, aux habitants et aux familles qui ont subi la violence et le vandalisme.

Nous saluons enfin l'engagement des élus locaux et des agents publics qui, chaque jour, se mobilisent au service de l'intérêt général et du bien-être de nos concitoyens.

Car brûler une mairie, c'est s'attaquer à la maison commune de tous les citoyens.

Piller un commerce, c'est voler le fruit du travail et des sacrifices de femmes et d'hommes qui entreprennent et créent de la richesse.

Attaquer les forces de l'ordre, c'est remettre en cause l'autorité de la République et les règles qui rendent possible la vie en société.

On ne peut pas réclamer davantage de droits lorsque l'on refuse ses devoirs.

On ne peut pas exiger le respect lorsque l'on sème le mépris.

On ne peut pas prétendre combattre l'injustice lorsque l'on en commet soi-même.

Aucune colère, aucune frustration, aucune revendication ne peut justifier de tels agissements.

La violence n'est jamais une solution. Elle n'est pas un mode d'expression. Elle n'est certainement pas un permis de nuire.

Nous refusons que la violence tienne lieu de discours et que l'impunité devienne la règle.

Celles et ceux qui choisissent délibérément de détruire, de piller ou d'agresser doivent être identifiés, jugés et sanctionnés avec fermeté, à la hauteur de la gravité de leurs actes.

Ils doivent également assumer financièrement les conséquences des dégradations qu'ils ont causées. Il n'appartient ni aux collectivités ni aux contribuables de réparer les dégâts provoqués par une minorité violente.

Nous ne pouvons plus accepter que des explications sociologiques soient détournées et deviennent des excuses, au point d'inverser les responsabilités et de transformer les auteurs en victimes tandis que les véritables victimes seraient reléguées au second plan.

À force de confondre compréhension et complaisance, humanisme et faiblesse, justice et impunité, nous avons progressivement brouillé les repères les plus élémentaires qui fondent notre pacte républicain.

Or, un pays dans lequel les citoyens honnêtes ont le sentiment d'être abandonnés, où le contribuable paie toujours davantage, tandis que certains semblent pouvoir tout détruire sans en subir les conséquences, est un pays qui fragilise dangereusement sa cohésion et prépare ses propres fractures.

Face à cette situation, chacun doit prendre ses responsabilités.

La responsabilité de l'État est de garantir l'ordre public et la sécurité de tous.

La responsabilité de l'autorité judiciaire est de sanctionner les auteurs de ces violences avec la fermeté que commande la gravité des faits.

La responsabilité des responsables politiques, des organisations syndicales, des acteurs sociaux et de toutes les forces de la Nation est de condamner sans ambiguïté ces exactions et de contribuer à l'apaisement dont notre pays a aujourd'hui un besoin vital.

Enfin, la responsabilité de chaque citoyen est de se lever contre ces actes qui nous menacent tous, de refuser leur banalisation et de dire, d'une seule voix : stop.

Nous devons faire vivre la force civique de notre Nation, une force infiniment plus puissante que celle de ceux qui cherchent à imposer le désordre et le chaos.

Le temps des constats doit désormais laisser place à l'action.

Place au rétablissement de l'ordre républicain.

Place à la justice.

Place à la paix civile.

Pour conclure ce rassemblement, je vous propose de chanter ensemble notre hymne national.

Que nos voix portent un message de solidarité, d'unité et de cohésion.

Que, partout en France, elles rappellent notre attachement à la République, à ses valeurs et à ce qui nous rassemble.

Vive la République, et vive la France.

Jean-Pierre Dos Santos, Maire d'Andrésy